

Repères étrangers

1^{er} janvier - 31 mars 1990

PIERRE ASTIÉ et DOMINIQUE BREILLAT*

AFRIQUE DU SUD

2 et 11 février 1990 : *Partis politiques*. — Le président de l'Afrique du Sud, M. Frederik de Klerk, annonce en ouvrant la session du parlement la légalisation de l'African National Congress, fondé en 1912 et interdit depuis le 8 avril 1960, la suppression des restrictions à l'activité de l'UDF (Front démocratique uni) et de 32 autres organisations, et la prochaine libération de Nelson Rolihlahla Mandela, âgé de soixante et onze ans. Celui-ci, arrêté le 5 août 1962, puis condamné le 12 juin 1964 à la prison à vie, est libéré le 11 février 1990 (*Le Monde*, 13 février 1990 ; *Libération* 3-4 février 1990).

AUSTRALIE

24 mars 1990 : *Elections législatives*. Avancées de près de deux mois par le Premier ministre australien, M. Robert James Lee (Bob) Hawke, les élections anticipées de la Chambre des représentants ont permis aux travaillistes de se maintenir au pouvoir, qu'ils détiennent depuis 1983. Sur un total de 148 sièges, le Labour, avec 77 députés, devance en effet la coalition du Parti libéral et du Parti national conduite par M. Andrew Peacock de 7 sièges contre 18 à l'issue du scrutin du 11 juillet 1987. M. Hawke est ainsi assuré d'être reconduit dans ses fonctions de Premier ministre (*Le Monde*, 30 mars 1990).

* Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Poitiers.

BULGARIE

Du 15 janvier : *Parti communiste*. Conformément à la promesse faite par le nouveau chef d'Etat, M. Petar Mladenov (cf. *RE*, 53), l'Assemblée nationale abolit l'article 1 de la Constitution bulgare sur le rôle dirigeant du Parti communiste (*Le Monde*, 16 janvier 1990).

8 février 1990 : *Gouvernement*. Un nouveau Gouvernement, présidé par M. Andreï Loukanov, est constitué. Il ne comprend que des communistes, après le refus de l'opposition de participer à un cabinet d'union nationale (*Le Monde*, 3 et 9 février 1990).

ESPAGNE

15 février 1990 : *Autonomie*. Le syndrome lituanien est-il en train de gagner l'Europe de l'Ouest ? Le Parlement autonome basque se prononce en faveur du droit à l'autodétermination du peuple basque par 38 voix sur 75 à la suite d'un débat mouvementé. Cependant, ce texte n'implique pas encore une sécession de la région (*Le Monde*, 17 février 1990).

25 mars 1990 : *Elections législatives*. Dans le tableau présentant les résultats des élections législatives du 29 octobre 1989, une erreur typographique a attribué 157 sièges au PSOE au lieu des 175 qu'il détient réellement. En ne parvenant pas à remporter l'élection législative partielle de Melilla (enclave espagnole au Maroc), le PSOE n'atteint pas la majorité absolue aux Cortès (*Le Monde*, 6 mars 1990).

GRANDE-BRETAGNE

13 mars 1990 : *Vie politique*. Mme Margaret Thatcher doit faire face à de nombreuses difficultés. Les démissions successives de ses ministres, les remous suscités par la Poll tax (impôt local) entraînent l'agitation de la vie politique. Le 13 mars, les débats à la Chambre des communes prennent une telle intensité que le speaker est obligé de lever la séance, alors que le Gouvernement est mis en minorité.

Le 22 mars, le Parti conservateur perd le siège de Mid-Staffordshire que les Tories détenaient depuis soixante ans. En outre, ce résultat est acquis avec une différence de majorité par rapport à l'élection précédente qui est la plus importante que l'on ait enregistrée depuis 1930 (*Le Monde*, 16 et 24 mars 1990).

GRÈCE

13 février 1990 : *Gouvernement et union nationale*. Le Gouvernement constitué au lendemain des élections législatives de novembre dernier (cf. *RE*, 53) a été de courte durée. En désaccord sur certains projets

politiques, notamment la réforme fiscale, les chefs des trois grands partis politiques grecs — MM. Constantin Mitsotakis (conservateur), Andréas Papandréou (socialiste) et Harilaos Florakis (communiste) ont décidé de retirer leurs ministres du Gouvernement présidé par M. Xenophon Zolotas.

Celui-ci a constitué un nouveau cabinet composé de personnalités non politiques, qui restera en place jusqu'aux élections législatives du 8 avril, les troisièmes en moins d'un an (*Le Monde*, 14 février 1990).

12 mars 1990 : *Dissolution*. Pour tenter de sortir de l'impasse née de l'impossibilité de désigner un Président de la République, le Parlement a été dissous le 12 mars (*Le Monde*, 14 mars 1990).

HAÏTI

Du 13 au 21 mars 1990 : *Chef d'Etat*. Face à une situation difficile, le général Prosper Avril, au pouvoir depuis le 17 septembre 1988 (cf. *RE*, 48), qui avait dû proclamer l'état de siège le 24 janvier puis le lever le 29, est acculé à la démission le 20 mars. Il est remplacé par Mme Ertha Pascal Trouillet qui forme un Gouvernement transitoire, sous le contrôle d'un Conseil d'Etat dans lequel ne figure aucun militaire (*Le Monde*, 13, 14, 18-19 et 21 mars 1990).

HONGRIE

Elections législatives : La Hongrie, dont l'évolution démocratique a été préparée depuis plus longtemps que les autres pays de l'Europe de l'Est, a connu ses premières élections législatives générales.

Celles-ci, qui se déroulent sur deux tours selon un mode de scrutin complexe, n'ont vu, à l'issue du premier tour, que l'attribution de cinq sièges. On note cependant une très forte avance du Forum démocratique hongrois (MDF), suivi de près cependant par l'Alliance des démocrates libres.

Nous rendrons compte, dans la prochaine chronique, des résultats définitifs de cette importante consultation (*Le Monde*, 29 mars 1990).

ISRAËL

13 et 15 mars 1990 : *Gouvernement*. C'est la fin des cinq années et demie de majorité d'union nationale entre le Likoud de M. Itzhak Shamir et le Parti travailliste de M. Shimon Pérès. Le 13 mars, M. Shamir destitue M. Shimon Pérès de ses fonctions de Premier ministre adjoint et de ministre des finances, ce qui entraîne le départ des autres ministres travaillistes du Gouvernement.

Le 15 mars, pour la première fois en Israël, une motion de censure à

l'encontre d'un gouvernement a été adoptée par 60 voix contre 55, les cinq députés du Shas s'étant abstenus. Elle traduit le désaccord entre les deux grands partis de la vie politique israélienne sur le processus de paix à engager.

Le président de l'Etat, M. Haim Herzog, a chargé le leader du Parti travailliste, M. Shimon Pérès, de former le prochain gouvernement. Il avait déjà exercé la fonction de président du conseil de 1984 à 1986. Mais la tâche semble difficile cette fois-ci (*Le Monde*, 17 et 22 mars 1990).

JAPON

18 février 1990 : *Elections législatives*. Malgré sa défaite aux élections sénatoriales de juillet 1989 (cf. *RE*, 52), en dépit de ses divisions internes et des scandales impliquant certains de ses principaux leaders, le Parti libéral démocrate (PLD) réaffirme sa domination dans la vie politique japonaise en remportant une fois de plus, et ce depuis trente-cinq ans, la victoire aux élections législatives. Il obtient une vingtaine de sièges de plus que la majorité absolue. Néanmoins, le Parti socialiste (PSJ) de Mme Takako Doï, avec un gain de 51 sièges, retrouve la force qu'il avait à la fin des années 60. Cette progression, aux dépens des centristes (le Komeito perd 11 sièges et les sociaux-démocrates 12), pourrait se traduire par un retour à une bipolarisation comme dans les années 50-60.

Composition de la Chambre des représentants à la suite des élections législatives du 18 février 1990 (*Le Monde*, 20-21 février 1990) :

Partis	Nombre de sièges obtenus en février 1990	Par rapport à juillet 1986
Parti libéral démocrate (PLD)	275	— 25
Nouveau club libéral (NCL)*		— 5
Parti socialiste japonais (PSJ)	136	+ 51
Parti centriste (Komeito)	45	— 11
Parti communiste japonais (PCJ)	16	— 10
Parti social-démocrate (PSD)	14	— 2
Parti d'union social-démocrate (Shaminren)	4	—
Parti du progrès	1	+ 1
Indépendants	21	+ 12
Total	512	

*NCL = Nouveau Club libéral. Née d'une scission au sein du PLD en 1976 à la suite du scandale Lockheed, cette petite formation a participé au Gouvernement en 1983 : elle a disparu lors des sénatoriales de juillet, ses membres retournant au PLD.

27 février 1990 : *Gouvernement*. M. Toshiki Kaifu, président du Parti libéral démocrate, a été réélu Premier ministre par la seule Chambre des représentants par 286 voix contre 146 à Mme Doï, présidente du Parti socialiste. La composition du nouveau Gouvernement reflète le rapport de forces entre les clans du PLD (*Le Monde*, 28 février et 1^{er} mars 1990).

MONGOLIE

Du 18 février au 23 mars 1990 : *Vie politique*. La formation d'un parti d'opposition, le Parti démocratique de Mongolie, marque la fin du monopole du Parti communiste (Parti populaire révolutionnaire mongol) (*Le Monde*, 14 et 20 février 1990).

Le 23 mars, les 368 députés du Grand Khoural adoptent à l'unanimité un amendement supprimant le rôle dirigeant du Parti révolutionnaire du peuple mongol, mettant fin à soixante-six ans de règne de Parti unique dans la plus ancienne démocratie populaire socialiste du monde après l'URSS (*Le Monde*, 25 et 26 mars 1990).

NAMIBIE

9 février et 21 mars : *Constitution et indépendance*. Le 21 mars, la Namibie accède officiellement à l'indépendance. Elle deviendra le 160^e membre de l'ONU.

Auparavant, l'Assemblée constituante, élue en novembre dernier et dominée par l'Organisation du Peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), avait approuvé le 9 février une constitution qui instaure le multipartisme et garantit les droits fondamentaux du citoyen. Elle constitutionnalise l'abolition de la peine de mort. Elle avait désigné, le 16 février, à l'unanimité, M. Sam Nujoma, chef de la SWAPO, pour devenir le premier Président namibien (*Le Monde*, 10-11 et 17 février 1990).

NICARAGUA

23 et 24 février 1989 : *Elections présidentielles et législatives*. Mme Violeta Barrios de Chamorro, candidate de l'Union nationale d'opposition (UNO), accède à la Présidence de la République avec 54,7 % des suffrages contre 40,8 % à M. Daniel Ortega, dirigeant du Front sandiniste de Libération nationale (FSLN), au pouvoir depuis 1979 et qui avait mis fin à quarante-trois ans de dictature de la famille Somoza.

L'UNO confirme sa victoire en remportant 51 sièges sur 112 à l'Assemblée contre 39 au FSLN, qui conserve ainsi la possibilité de bloquer toute réforme constitutionnelle (*Le Monde*, 27 et 28 février, 6 mars 1990 ; *Journal des élections*, avril-mai 1990).

POLOGNE

28 février 1990 : *Parti communiste*. Lors du XI^e Congrès du Parti ouvrier unifié (POUP, communiste), il est décidé la dissolution du parti et la création de la « Social-démocratie de la République de Pologne » pour le remplacer. M. Aleksander Kwaniewski en est élu président et Lezek Miller en est élu secrétaire général. Le secrétaire général du POUP, Mieczyslaw Rakowski, a renoncé à présenter sa candidature. Un groupe réformateur animé par Tadeusz Fiszbach fait scission et crée l'Union sociale-démocrate de Pologne (*Le Monde*, 30 janvier 1990).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

28 janvier et 5 février 1990 : *Gouvernement*. A la suite de la réunion de la table ronde, la décision est prise d'avancer les élections législatives du 6 mai au 18 mars et de former un Gouvernement de « responsabilités nationales » qui devra assurer les affaires courantes. Celui-ci, constitué le 5 février, comprend des représentants de l'opposition et est toujours dirigé par M. Hans Modrow (*Le Monde*, 30 janvier et 7 février 1990).

18 mars 1990 : *Elections législatives*. A la suite des événements de l'hiver dernier (cf. *RE*, 53), les premières élections législatives libres en RDA depuis 1933 se sont soldées par la victoire du Parti chrétien démocrate (CDU) (40,91 % de voix et 164 sièges) de M. Lothar de Maizière qui dirigera le nouveau Gouvernement qui sera constitué en avril prochain. Le nouveau leader de la RDA avait dû remplacer M. Gerald Gotting à la tête de la CDU en raison des liens trop peu distants que ce dernier entretenait avec le régime précédent.

La coalition électorale, l'Alliance pour l'Allemagne, qui regroupe le Parti chrétien démocrate (CDU), l'Union sociale allemande (DSU) et le Renouveau démocratique, frôle la majorité absolue avec 193 des 400 sièges à la Chambre du peuple.

L'ancien Parti communiste rénové, le Parti du socialisme démocratique (PDS), réalise cependant un score important en recueillant 16,33 % des voix et en obtenant 65 sièges.

Ces résultats démentent les sondages réalisés qui donnaient les sociaux-démocrates favoris à ces élections (*Le Monde*, 20 mars 1990).

Partis	Voix	%	Sièges
CDU (Union chrétienne démocrate)	4 694 636	40,91	164 25 4 } 193
DSU (Union sociale allemande)	724 760	6,32	
DA (Renouveau démocratique)	105 251	0,92	
SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne)	2 506 151	21,84	87
PDS (Parti du socialisme démocratique, ex-PC)	1 873 666	16,33	65
DFP-LPD			
FDP (Fédération des démocrates libéraux, les libéraux)	606 283	5,28	21
NF-DJ-IFM (Alliance 90 : Nouveau Forum, Démocratie maintenant, Initiative pour la liberté et les droits de l'homme)	333 005	2,90	12
DBD (Parti paysan démocratique d'Allemagne)	250 943	2,19	9
GRUNE/UFV (Parti vert + Union indépendante des femmes)	225 234	1,96	8
NDPD (Parti national démocratique d'Allemagne)	44 435	0,39	2
VL (Alliance d'action de la gauche unie, les œillets-marxistes)	20 180	0,18	1
AJL (Liste alternative de la Jeunesse communiste)	14 573	0,13	1
DFD (Fédération démocratique des femmes d'Allemagne)	38 088	0,33	1
CHRISTL (Ligue chrétienne)	10 699	0,09	0
KPD (Parti communiste d'Allemagne)	8 836	0,08	0
USPD (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne)	3 891	0,03	0
EFP (Parti fédéraliste européen, Parti de l'Europe)	3 690	0,03	0
UVP (Parti populiste indépendant)	2 999	0,03	0
DBU (Union Allemande des buveurs de bière) (<i>sic</i>)	2 534	0,02	0
SPAD (Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne)	2 396	0,02	0
Einheit Jetzt (L'Unité maintenant)	2 356	0,02	0
BSA (Fédération des travailleurs socialistes, section allemande de la 4 ^e)	374	0,00	0
VAA (Union des cercles de travail pour la politique de l'emploi et la démocratie)	373	0,00	0
Eu der DDR (Union européenne de la RDA)	0	0,00	0

* Allianz für Deutschland (Alliance pour l'Allemagne) (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 mars 1990).

ROUMANIE

Du 2 janvier au 28 février 1990 : *Révolution populaire*. — Durant tout le mois de janvier, le Front de Salut national, constitué lors de la Révolution de décembre dernier (cf. *RE*, 53), est soumis à la pression populaire qui lui reproche d'être trop proche des anciens dirigeants et de détenir le monopole du pouvoir. Après avoir consacré le 12 janvier « la mise hors la loi » du Parti communiste roumain et l'organisation d'un référendum sur le rétablissement de la peine de mort, il revient le 17 sur ces deux décisions. Il fixe au 20 mai le vote des élections libres. Les manifestations s'amplifiant, il finit par accepter le 9 février d'associer l'opposition au pouvoir, en s'effaçant devant un Conseil provisoire d'union nationale (CPUN) de 253 membres, dont la présidence reste toutefois confiée à M. Ian Iliescu, le 13, celui-ci étant déjà à la tête du CFSN depuis le 22 décembre dernier (*Le Monde*, 14, 15, 16, 19, 20, 25 janvier et 2 février 1990).

SUÈDE

Du 15 au 28 février 1990 : *Gouvernement*. Le Gouvernement social-démocrate de M. Ingvar Carlsson, constitué après les élections législatives de septembre 1988 (cf. *RE*, 48), démissionne après avoir été mis en minorité, le 15 février, au Riksdag, sur un projet de plan d'austérité (190 voix contre 153 et 6 abstentions).

Deux semaines plus tard, le même Premier ministre bénéficie d'un vote d'investiture favorable (175 voix pour, 101 contre et 59 abstentions) et constitue un nouveau gouvernement social-démocrate, toujours minoritaire (*Le Monde*, 17, 21, 24 et 28 février 1990).

SUISSE

Du 19 au 23 février 1990 : *Gouvernement*. Ancien ministre de la justice et de la police, Mme Elisabeth Kopp, qui avait dû démissionner pour avoir averti son mari que celui-ci faisait l'objet d'une enquête par la police fédérale (cf. *RE*, 50), a comparu devant le Tribunal fédéral de Lausanne pour violation du secret de fonction. Le procès s'est terminé par un acquittement (*Le Monde*, 20 au 25-26 février 1990).

TAIWAN

21 mars 1990 : *Président de la République*. M. Lee Teng-Hui, qui avait remplacé Jiang Jinguo à son décès en 1988 (cf. *RE*, 46), est réélu par le Parlement de Taiwan (*Le Monde*, 21 et 22 mars 1990).

TCHÉCOSLOVAQUIE

30 janvier 1990 : *Parti communiste*. Dans la logique des réformes engagées en décembre 1989 (cf. *RE*, 53), le Parlement tchécoslovaque décide de mettre fin à plus de quarante ans de domination communiste en son sein. Il désigne par cooptation 120 nouveaux députés pour remplacer des exclus ou démissionnaires. Les communistes ne détiennent plus que 138 sièges sur 350 (*Le Monde*, 1^{er} février 1990).

29 mars 1990 : *Appellation de la République*. Illustration des difficultés de cohabitation entre les Slovaques et les Tchèques, l'assemblée fédérale débat pendant douze heures sur le nom du pays. Finalement, il est décidé que la République fédérative sera « tchécoslovaque » en tchèque et « tchéco-slovaque » en slovaque (*Le Monde*, 31 mars 1990).

UNION SOVIÉTIQUE

11 mars 1990 : *Républiques*. Les tendances révisionnistes qui se manifestent dans de nombreuses Républiques soviétiques connaissent un état d'avancement plus poussé en Lituanie.

A la suite des élections au Soviet suprême de Lituanie les 24 février et 4 mars, marquées par la victoire écrasante des indépendantistes, le nouveau Parlement de la République proclame le 11 mars l'indépendance. Après que M. Gorbatchev eut déclaré illégale une telle proclamation, un certain nombre de mesures de pression ont été prises par les autorités de Moscou sans que cela n'entrave la détermination des Lituaniens. L'exemple va être suivi par l'Estonie. Le Parti communiste estonien, à l'instar de celui de la Lituanie, s'est séparé le 25 mars du Parti communiste soviétique. Le 30 mars, le Parlement estonien, sans proclamer immédiatement l'indépendance, entame par un vote « le processus de restauration de l'indépendance » (*Le Monde*, 25, 26 février, 6, 7, 13, 14, 18, 19, 20, 27 mars, 1^{er} et 2 avril 1990).

12 et 13 mars 1990 : *Révision de la constitution*. M. Mikhaïl Gorbatchev poursuit les révisions constitutionnelles précédemment engagées depuis 1988 (cf. *RE*, 49, 51 et 53). Mais cette fois, c'est un véritable bouleversement institutionnel qui a été adopté, sur sa proposition, par le Congrès des députés soviétiques. Les réformes portent sur trois points essentiels :

1 / Abrogation de l'article 6 de la Constitution qui garantissait le rôle dirigeant du Parti communiste de l'Union soviétique. C'est donc l'abolition du monopole et de la primauté du PCUS et la reconnaissance du pluripartisme qui sont désormais adoptés par 1 771 voix contre 164 et 74 abstentions.

2 / Renforcement de la fonction présidentielle : le président de l'URSS est désormais doté de pouvoirs importants. Il nomme un Premier ministre responsable devant le Parlement, il dispose d'un droit de veto qui s'exerce

à l'encontre des lois votées par le Parlement et qui peut être levé à la majorité des deux tiers par le Soviet suprême. Il détient la possibilité de légiférer par décrets. Il a le titre de chef des armées.

Il est assisté par deux organes consultatifs : le Conseil présidentiel qui, à l'image du Conseil de sécurité américain, doit l'assister dans l'élaboration des décisions les plus importantes dans les domaines de la politique intérieure et étrangère. L'autre est le Conseil de la Fédération où siégeront les dirigeants des Républiques. Le président est élu en principe au suffrage universel direct. Néanmoins, le premier titulaire de cette fonction, M. Mikhaïl Gorbatchev lui-même, a été désigné par le Congrès des députés soviétiques le 15 mars 1990 à une majorité réduite (1 329 voix contre 495 et 54 bulletins nuls et 372 députés ne prenant pas part au vote).

C'est Anatoli Loukianov qui le remplace à la tête du Soviet suprême.

3 / Le 14 mars, le Congrès adopte à une écrasante majorité (1 771 voix contre 164 et 14 abstentions) une loi reconnaissant « la propriété du citoyen » à côté de la « propriété publique » et de celle de l'Etat (*Le Monde*, 7, 9 février, 1^{er}, 7, 8, 15, 16, 17, 27 mars 1990).